



Yannick Quéau : « L'attribution du prix Nobel de la paix 2024 est liée aux guerres en Ukraine et au Moyen-Orient »

Propos recueillis par Jim Nejman pour LN24

Le prix Nobel de la paix 2024 a été attribué le 11 octobre à l'organisation japonaise Nihon Hidankyo pour son combat contre l'arme atomique. Ce choix est en résonance avec les conflits actuels. Cela paraît de manière plus évidente pour le conflit russo-ukrainien où la menace nucléaire est régulièrement agitée par Moscou. Toutefois, cela concerne aussi les conflits au Moyen-Orient, Israël, mais aussi les autres pays de la région, particulièrement l'Iran (qui conserve une ambition nucléaire) et d'autres pays de la région soucieux du risque de prolifération nucléaire.

Que peut-on dire de cette organisation japonaise Nihon Hidankyo et en quoi est-ce un choix politique ?

Nihon Hidankyo, est un mouvement fondé en 1956 qui regroupe ce que l'on appelle les hibakusha, c'est-à-dire, les survivants des bombes nucléaires ayant rasé les villes Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.

Cette organisation donc a été récompensée pour ses actions visant à témoigner « *du fait que les armes nucléaires ne doivent plus jamais être utilisées* ». « *Il est très inquiétant qu'aujourd'hui le tabou de l'utilisation des armes nucléaires soit sous pression*¹ », écrit le Comité Nobel.

Toshiyuki Mimaki, coresponsable de Nihon Hidankyo a déclaré : « *On a dit que, grâce aux armements nucléaires, la paix serait maintenue à travers le monde. Mais les armes nucléaires peuvent être utilisées par des terroristes. Et, par exemple, si la Russie les utilise contre l'Ukraine, et Israël contre Gaza, cela ne s'arrêtera pas là. Les dirigeants politiques doivent en avoir conscience*². » Nihon Hidankyo a aussi dit que la situation à Gaza est « *comme le Japon il y a quatre-vingts ans*³ ».

On le constate : un prix décerné à l'organisation japonaise Nihon Hidankyo fondée au Japon en 1956 par les survivants des deux bombardements atomiques de 1945 a des répercussions dans l'actualité. Pour le dire autrement : l'attribution du prix Nobel 2024 est liée aux guerres en Ukraine et au Moyen-Orient.

Bonsoir le débat : le dessous des guerres

Depuis le 27 août, les chercheurs du GRIP, Samuel Longuet et Yannick Quéau tiennent une chronique hebdomadaire intitulée *Le dessous des guerres*, tous les mardis à 18h45 sur LN24. Ils décryptent ainsi dans l'émission **Bonsoir le débat** présentée par Jim Nejman l'actualité des questions de paix et de sécurité internationale et vulgarisent leurs objets de recherche à destination du grand public. Cette entrevue est une reprise et un développement de la chronique du 17 décembre que l'on peut retrouver le site de [LN24](#).

Quel est le lien avec le conflit russo-ukrainien ?

Ce prix Nobel intervient à peine un mois après que le président russe Vladimir Poutine a changé la doctrine russe d'emploi de l'arme nucléaire. Du fait de ce changement, la Russie annonce désormais qu'elle pourrait recourir à une ou plusieurs frappes nucléaires en cas de « *lancement massif* » d'attaques aériennes contre son territoire⁴. Cette mesure est un moyen de peser sur le type de soutien militaire que les Occidentaux, particulièrement les États-Unis, peuvent fournir aux forces ukrainiennes. On est ici directement en lien avec les demandes ukrainiennes de se faire livrer plus de missiles ATACMS (d'une portée pouvant atteindre 300 km) et d'avoir l'autorisation de frapper le sol de la Russie avec ces armes.

Au-delà de ce cas spécifique, on peut relever que les armes nucléaires jouent plusieurs rôles dans le conflit ukrainien.

D'abord, elles sont un permis de guerroyer que la Russie s'accorde à elle-même du fait de sa puissance nucléaire. On parle ici de sanctuarisation agressive⁵. Grâce à ses armes nucléaires et à la menace de représailles qu'elles impliquent (ou tout simplement la menace de briser le tabou nucléaire), la Russie interdit aux forces de l'OTAN d'intervenir plus directement dans le conflit.

Ensuite, cette menace limite aussi le champ des possibles pour les Ukrainiens dans la conduite de leur guerre contre un envahisseur. Cette situation est évidemment génératrice de frustrations chez les Ukrainiens.

Enfin, pour que tout cela soit efficace, la Russie doit renforcer chez ses ennemis la compréhension que le pays est prêt à briser le tabou nucléaire s'il se retrouve mis dans une position trop critique. On trouve ici cette notion de bluff nucléaire. On entend dire parfois de Vladimir Poutine qu'il bluffe. Oui, c'est vrai, comme toutes les puissances nucléaires.

Toutefois, ce bluff n'est crédible qu'à quatre conditions.

Premièrement, il faut un discours, une stratégie déclaratoire, qui envoie le signal que le pays dispose de la volonté d'employer les armes nucléaires si on le place face à cette option.

Deuxièmement, il faut une stratégie, des moyens techniques clairs et crédibles autorisant plusieurs options de manière à convaincre ses ennemis que la volonté de recourir aux armes nucléaires est appuyée par des possibilités concrètes de mise en œuvre si la situation s'y prête.

Troisièmement, il faut une procédure et des modalités de mise en œuvre de la décision d'user du feu nucléaire qui soient fiables et qui ne puissent être court-circuitées (centralisation de la décision, codes d'activation des armes et donneurs d'ordre opérant à travers des canaux protégés).

Quatrièmement, puisqu'il faut assurer la crédibilité du recours au feu nucléaire, on doit faire régulièrement la démonstration de sa volonté et de sa capacité concrète à déployer sa puissance nucléaire et on doit annoncer dans ses discours ou à travers ses doctrines que le pays est pleinement disposé à recourir à l'option atomique en cas de nécessité.

Tout cela, on l'a vu en œuvre dans le cadre du conflit ukrainien, à travers la communication de Moscou et dans les mises en scène par la Russie de sa puissance nucléaire.

Ainsi, on le voit à partir du cas Russie-Ukraine, les armes nucléaires ne sont pas un facteur de pacification du monde. Elles teintent la manière dont les conflits se déroulent en mettant les puissances nucléaires à l'abri d'un certain nombre de mesures trop

belliqueuses à leur endroit. Elles conditionnent aussi le champ de possible pour le puissances non nucléaires en guerre avec une puissance nucléaire.

La dimension nucléaire paraît de manière moins immédiate pour les guerres impliquant Israël. Comment peut-on comprendre la dimension nucléaire des conflits se déroulant actuellement sous nos yeux ?

En fait, on va retrouver cette dimension dans la notion de sanctuarisation agressive, ce droit des puissances nucléaires de mener la guerre comme elle l'entend et de peser sur les formes de soutiens et les renoncements des autres pays de la région qui pourrait être tentés d'intervenir.

Il faut bien comprendre qu'Israël n'est pas un pays « *au seuil nucléaire* » comme on peut le lire parfois⁶, mais bien une puissance nucléaire non officiellement déclarée. En effet, Israël a la particularité de ne pas reconnaître officiellement de disposer de cette arme. Cela engendre un doute sur les conditions dans lesquelles le pays serait résolu à employer l'arme nucléaire. C'est d'autant plus le cas que de nombreuses attaques terroristes contre Israël sont interprétées comme des actes mettant en péril la survie même d'Israël. Cette non-reconnaissance officielle du statut de puissance nucléaire laisse aussi planer le doute sur les modalités techniques d'une éventuelle mise en œuvre (bombe tactique à gravitation ou emport des têtes sur des missiles de moyenne et longue portée). Selon la *Federation of American Scientists* (FAS), Israël disposerait au moins de 90 têtes nucléaires, mais cette estimation pourrait être trop basse, la même FAS estimant qu'Israël disposerait du matériel nécessaire à la fabrication de 100 à 200 têtes nucléaires.

Les conflits impliquant Israël avec les Palestiniens, notamment ceux avec le Hezbollah, renvoient aussi rapidement au rôle de l'Iran. Ce pays a tissé un ensemble de liens stratégique, des solidarités financières et logistiques avec plusieurs groupes armés du Moyen-Orient. Téhéran poursuit aussi un programme nucléaire dont la finalisation aurait des effets perturbateurs sur les équilibres stratégiques de la région avec Israël bien sûr, mais aussi avec d'autres États comme l'Arabie saoudite. Les effets d'entraînement en cas de prolifération nucléaire seraient profonds.

On comprend alors les craintes d'Israël de voir émerger des puissances nucléaires désireuses et capables de peser stratégiquement sur le sort des Palestiniens en leur accordant par exemple une protection stratégique qui inclurait une dimension nucléaire. Les données stratégiques et tactiques du conflit israélo-palestinien en seraient fondamentalement changées.

Nous n'en sommes pas là, mais c'est une des craintes que le pouvoir israélien nourrit. D'où aussi sa volonté de frapper durement l'Iran pour le dissuader durablement d'accéder à l'arme atomique. Paradoxalement, on peut aussi penser qu'Israël ne frapperait pas l'Iran une fois le pays nucléarisé par crainte des représailles.

Et nous alors, en Occident, en Europe et en Belgique : Quel sens doit-on donner à ce prix Nobel de la paix 2024 ?

L'Occident tient un double discours sur les armes nucléaires, les diverses sociétés qui le forment étant parcourues de contradiction et parfois d'une forme d'amnésie collective ou de déni. La seule guerre nucléaire s'étant traduite par l'usage concret des armes nucléaires sur des cibles a été menée par les États-Unis contre le Japon en 1945.

Si la guerre froide s'est trouvée rapidement et massivement nucléarisée, c'est initialement du fait de l'OTAN (et donc des États-Unis) qui, pour contrer la supériorité réelle ou perçue sur un plan conventionnel des forces du bloc communiste en Europe a déployé des armes nucléaires en Europe, mais aussi au Canada à une époque (jusqu'en 1984). La Belgique a participé d'une forme de prolifération nucléaire au sein de l'OTAN, car elle accueille donc sur son sol des armes nucléaires américaines (approximativement 20 têtes à Kleine-Brogel).

La guerre en Ukraine a aussi apporté une forme de confirmation à l'effet qu'il existe une différence fondamentale entre le fait pour un pays européen de bénéficier des garanties de sécurité collective offerte par l'OTAN et le fait de rester en dehors de l'OTAN. On a donc vu la Finlande et Suède intégrer l'OTAN, malgré des traditions diplomatiques fortement ancrées chez ses pays voyant dans les armes nucléaires d'abord un facteur de tension dans les relations internationales.

En fait, ce qui dérange profondément les Occidentaux avec les armes nucléaires, c'est leur existence dans les mains d'autrui.

Dans ce contexte, le prix Nobel de la paix, attribué à Nihon Hidonkyo nous rappelle que l'arme nucléaire n'est pas qu'une arme politique sans lien direct avec la violence armée. Ceux qui affirment cela se trompent dans leur compréhension de ce que permettent de faire ou non les armes nucléaires. Le prix Nobel de la paix de cette année est une occasion de rappeler que les armes nucléaires ne sont pas un facteur de pacification des relations internationales, mais qu'elles jouent au contraire un rôle corrosif et qu'au mieux, elles teintent la manière dont les conflits peuvent se dérouler et parfois perdurer en limitant les possibilités d'intervention et de pression sur les puissances nucléaires.

L'auteur

Yannick Quéau est directeur du GRIP.

Pour citer cette publication

QUÉAU Yannick, « L'attribution du prix Nobel 2024 est liée aux guerres en Ukraine et au Moyen-Orient », propos recueillis par Jim Nejman pour LN24, *Éclairage du GRIP*, 16 octobre 2024.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Jørgen Watne Frydnes remettant le prix Nobel de la paix à Terumi Tanaka, Shigemitsu Tanaka et Toshiyuki Mimaki lors de la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix 2024 à l'hôtel de ville d'Oslo, en Norvège, le 10 décembre 2024 – crédit : [Jay Dixit, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0, certains droits réservés](#).

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-Madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org
X/Twitter : [@grip_org](#) – Facebook : GRIP.1979

Références

- ¹ Selon les termes du [communiqué de presse](#) de l'Association du Prix Nobel annonçant l'attribution du Prix 2024 à Nihon Hidankyo.
- ² Propos repris dans « [Le prix Nobel de la paix 2024 est attribué à l'organisation japonaise Nihon Hidankyo pour son combat contre l'arme atomique](#) », *Le Monde*, 11 octobre 2024.
- ³ *Idem*.
- ⁴ Lire sur la nouvelle doctrine russe : FACON Isabelle, « [Officialisation de la nouvelle doctrine nucléaire russe](#) », *Observatoire de la dissuasion, Bulletin n° 125*, novembre 2024.
- ⁵ QUÉAU Yannick, « [Le nucléaire arme de sanctuarisation agressive](#) », *Espace de liberté*, 28 novembre 2023.
- ⁶ AZZOUZ Kamel, « [Prix Nobel de la Paix : "On ne reviendra pas à l'ère prénucéaire", analyse le professeur en relations internationales Michel Liégeois](#) », *RTBF*, 12 octobre 2024.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org